



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

gouvernement

Question au Gouvernement n° 2175

Texte de la question

PRIORITES DU GOUVERNEMENT

M. le président. La parole est à M. Bernard Accoyer.

M. Bernard Accoyer. Monsieur le Premier ministre, l'emploi et le pouvoir d'achat constituent votre double priorité. Nous partageons cette priorité, qui avait également été, trois ans durant, celle du gouvernement de Jean-Pierre Raffarin.

Mme Martine David. On en voit les résultats !

M. Bernard Accoyer. Depuis cinq mois, les chiffres du chômage sont favorables.

Mme Martine David. Ils sont manipulés !

M. Bernard Accoyer. Depuis trois mois, 80 000 chômeurs ont retrouvé un emploi.

M. Jean-Marie Le Guen. Ils ont été rayés !

M. Bernard Accoyer. Depuis trois mois, la consommation des ménages connaît une évolution très positive, qui va nourrir la croissance. *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)*

Certes, aujourd'hui, certaines catégories de nos compatriotes s'inquiètent.

Mme Martine David. C'est sûr !

M. Bernard Accoyer. Mais votre action prioritaire en faveur de l'emploi et du chômage, que nous soutenons, devrait précisément permettre de répondre à leurs inquiétudes.

Les solutions économiques et sociales dont notre pays a besoin ne résident certainement pas dans le conservatisme et l'immobilisme qui, aujourd'hui, ont gagné les bancs de l'opposition. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste.)* Ce sont, au contraire, les décisions et les modernisations qui ouvriront la voie du progrès économique et social.

M. Michel Lefait. Quel enthousiasme !

M. Bernard Accoyer. En cette rentrée parlementaire, pouvez-vous, monsieur le Premier ministre, préciser à la représentation nationale les mesures que vous entendez proposer, et que votre majorité soutiendra, améliorera, enrichira, afin que nous préparions ensemble l'avenir ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Dominique de Villepin, *Premier ministre*. Monsieur le président Accoyer, j'écoute, tout le Gouvernement écoute le message que nous adressent les Français.

M. Jean-Marie Le Guen. Il y a de l'écho !

M. le Premier ministre. Nous voulons répondre à leurs inquiétudes et à leurs aspirations. Ils veulent des résultats. Nous nous battons pour cela.

Nous nous battons pour l'emploi. Nous avons créé de nouveaux outils, avec le contrat nouvelles embauches, le chèque emploi pour les très petites entreprises, le dispositif défense deuxième chance, qui a démarré il y a quelques semaines à Monty, avec le congé parental rénové.

Nous voulons accompagner chacun dans un parcours personnalisé vers l'emploi : les jeunes, en particulier ceux qui rencontrent le plus de difficultés, mais aussi les chômeurs de longue durée.

Nous voulons encourager l'activité plutôt que l'assistance, grâce à l'activation des minima sociaux, à

l'augmentation de plus de 50 % de la prime pour l'emploi. Nous obtenons déjà des résultats, puisque, vous l'avez dit, le nombre des demandeurs d'emploi a baissé, au cours des trois derniers mois, de 80 000, soit beaucoup plus qu'au cours des dernières années. Mais ce n'est pas encore assez. Nous devons poursuivre et amplifier ce mouvement. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Nous nous battons également pour le pouvoir d'achat, dans l'urgence, dès que les problèmes se posent. Nous l'avons fait face à la hausse du prix du pétrole à la pompe, pour aider nos compatriotes les plus en difficulté à remplir leur cuve de fioul. Nous le faisons face au problème crucial du logement.

Nous voulons également inciter les entreprises à récompenser leurs salariés en leur donnant la possibilité de distribuer gratuitement des actions...

M. Patrick Ollier. Très bien !

M. le Premier ministre. ...ou de verser une prime, un bonus, de 1 000 euros, qui ne se substituera pas aux hausses de salaires.

M. Bruno Le Roux. Vous n'y croyez pas !

M. le Premier ministre. Enfin, le Gouvernement a lancé une grande réforme de la fiscalité, et 70 % de l'allégement fiscal prévu s'adressera aux classes moyennes, à ceux qui gagnent moins de 3 000 euros par mois. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

M. Augustin Bonrepaux. Ce n'est pas vrai !

M. le Premier ministre. Nous voulons continuer à agir ainsi et à inscrire notre action dans une vision. C'est pour cela que nous avons fait le choix d'une grande politique industrielle, d'une grande politique de l'innovation et de la recherche. Aux côtés des pôles de compétitivité déjà retenus, nous allons, dans un souci d'équilibre du territoire, et à la demande du Président de la République, créer des pôles d'excellence ruraux, en matière agricole, touristique et culturelle. Personne ne sera laissé au bord du chemin.

Nous avons également engagé un important effort de rénovation de nos infrastructures, avec 10 milliards consacrés à l'investissement public.

Vous l'aurez compris, la France doit faire la course en tête. Il nous faut de l'audace, du courage, de l'énergie. Les Français en ont à revendre. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

M. Jean Dionis du Séjour. Très bien !

Données clés

Auteur : [M. Bernard Accoyer](#)

Circonscription : Haute-Savoie (1^{re} circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2175

Rubrique : État

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 5 octobre 2005

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 5 octobre 2005